

Ebauche d'une histoire sociale du «triangle de la mort» (4e partie et fin)

De l'OAS aux comités d'autogestion

La fertilité de la plaine, l'illusion de la répartition de l'Algérie entre les colons et les Algériens... ont poussé les exploitants français à continuer leurs activités jusqu'au cessez-le-feu. Cependant, la tentative criminelle de l'OAS, animée par des ultrascivils et des officiers putschistes fascisés, déterminés à garder l'Algérie française par tous les moyens et surtout un terrorisme, revanchard, dévastateur et meurtrier qui était l'expression du déploiement d'une stratégie désespérée de «la terre brûlée», dont l'objectif était de provoquer assez de désordres et de dépassements en vue de susciter une réaction violente de la part de l'ALN pour amener l'armée française à intervenir. L'Algérois a été mis à feu et à sang par des desperados européens durant la dernière phase de la guerre de Libération qui «fut confuse et tragique : l'OAS y était fortement implantée. De nombreux Algériens en furent victimes» dont de nombreux ouvriers des exploitations coloniales de la Mitidja. Le général Jouhaud aurait installé son PC dans une ferme de la plaine.

Après la signature des accords d'Evian et l'instauration du cessez-le-feu observé par l'ALN et l'armée d'occupation, les exploitants de la Mitidja comme le reste des colons se rendirent compte que la libération du peuple algérien du joug colonial et l'indépendance concomitante de l'Algérie devenaient inéluctables, les éléments «compromis dans les crimes de l'OAS ou craignant la réaction de la population algérienne libérée s'enfuirent en abandonnant leurs exploitations ou en confiant leurs intérêts à quelqu'un, voisin européen plus hardi ou commis algérien».(40)

A ces abandons spontanés s'ajoutèrent les départs provoqués par la pression des travailleurs eux-mêmes, aidés de certains éléments de l'ALN descendus des montagnes.» (41)

Ainsi les premières initiatives concernant le contrôle des fermes coloniales considérées comme «biens vacants» ont été prises par les responsables locaux de l'ALN de la wilaya IV. En effet, ils ont incité les ouvriers à maintenir la production et le fonctionnement des exploitations abandonnées par les colons en conformité avec le principe de la «participation des travailleurs à la gestion de l'économie» aussi bien qu'avec le projet de développement «des formes collectives de mise en valeur pour l'agriculture et surtout l'organisation démocratique des paysans en coopératives de production», le tout dans l'esprit du programme de Tripoli...(42)

Cependant, sur le terrain, «le retour des militants mûris par plusieurs années de prison ou de maquis» dans la Mitidja a fourni aux travailleurs des plantations coloniales les éléments d'encadrement pour se lancer dans l'aventure de l'autogestion dont l'idée était déjà devenue une nécessité pratique avant la tenue du congrès de Tripoli : dès que les officiers de l'ALN «ont vu une ferme au pied de la montagne en abandon... la décision a été prise par la wilaya IV de s'en occuper et d'essayer d'assurer la continuation des travaux», Lorsque, un directeur d'une autre grande exploitation quitta la Mitidja le 27 juin 1962, les ouvriers prirent possession du domaine et dès le lendemain ils désignèrent des responsables. Ils «ont été soit choisis soit proposés par l'ALN, en fonction des critères de militantisme et de compétence» (43)

Ainsi «l'autogestion» était déjà en place sur un certain nombre de domaines avant même l'accession officielle de l'Algérie à l'indépendance.

C'était une période héroïque qui commençait, selon un travailleur : «Après le départ des colons, tout était en désordre. Alors les travailleurs, sans recevoir des ordres ou des directives, ont essayé d'organiser (l'exploitation des fermes). Les djounoud, quant à eux, se sont occupés du matériel qu'ils ont groupé dans la grande ferme, car le matériel était convoité par des propriétaires privés» (44) algériens de la région. Les fermiers mitidjois de souche caressaient alors l'idée de succéder aux colons, car pour eux ces prolétaires agricoles, qu'ils considéraient comme des «hafianine» (va-nu-pieds), n'étaient que «des receveurs d'ordres, des incapables ne connaissant rien aux techniques agricoles modernes.»

connaissant rien aux techniques agricoles modernes.»

Cependant, à l'extérieur, la course pour le pouvoir venait d'être initiée par le colonel Boumediène, chef de l'Etat major général (EMG) de l'ALN de l'extérieur, considérée par les maquisards des wilayas historiques comme des «fuyards». La crise de l'été de l'indépendance ne tarda pas à éclater au grand jour. Elle entraîna une confrontation entre l'ALN de la wilaya IV et les putschistes de l'EMG.

La confrontation de la wilaya IV avec les putschistes de l'EMG

La volonté de Boumediène et ses compagnons de parvenir au pouvoir par tous les moyens, y compris la force, ont rendu l'affrontement entre l'ALN de l'intérieur et particulièrement celle de la wilaya IV et l'ALN (future ANP) de l'extérieur inévitable. La conquête du pouvoir par les armes fut inaugurée par l'invasion de Constantine où se trouvait le PC de la wilaya II la nuit du 24 au 25 juillet 1962, Le bilan fut de 25 morts et 30 blessés.

Les responsables de la wilaya III et IV décidèrent de résister. Au nom d'un bureau politique qui n'avait jamais été approuvé par le CNRA, Ben Bella et Khider demandèrent alors au colonel Boumediène de marcher sur Alger. Ce dernier commençant par harceler les unités de la wilaya IV à Ksar El Boukhari, de sanglants accrochages eurent lieu. Pour éviter le pire, les membres du conseil de la wilaya III et IV acceptèrent un accord qui consacra la victoire politique des putschistes. Cependant les éléments de Boumediène refusèrent de respecter le cessez-le-feu dans la région d'El Asnam où des affrontements sanglants persistèrent, Ben Bella et le colonel Hassan (Youcef Khatib) furent contraints de s'y rendre pour l'imposer. Ce qui amena Boudiaf le 5 septembre 1962 à déclarer qu'actuellement «c'est l'armée qui constitue la principale force et aucun parti populaire ne pourra naître à l'ombre des mitraillettes à moins qu'il n'en soit l'instrument servile.» (45) En violation de l'accord du 5 septembre faisant d'Alger une ville démilitarisée, 4200 hommes de l'ANP l'occupèrent. «Pendant que les vainqueurs paradent, les vaincus payent la facture.» Ainsi après avoir refusé d'arrêter les combats pendant deux jours, le colonel Boumediène quadrilla le territoire de la wilaya IV (46) et surtout celui «du triangle de la mort» au sein duquel le quartier général de la 1re région militaire fut installé.

Quelque temps après, une jeune fille de la région fut violée par un soldat de l'ANP. Il fut pris en flagrant délit et arrêté. Lorsque le chef de la première région militaire apprit que l'un de ses hommes était en prison pour viol, il ordonna aux autorités judiciaires de le relâcher immédiatement. Les poursuites furent arrêtées et le violeur libéré. Le fait de soustraire un soldat coupable à la rigueur de la loi choqua profondément la population locale de l'époque. Car elle venait de se rendre compte que les membres des forces de sécurité armées, entraînés et payés par la nation pour défendre la sécurité du territoire et accomplir les missions qui sont les leurs étaient au-dessus des lois de la RADP naissante, dont les premiers responsables avaient opté pour un système socialiste spécifique, basé sur «l'autogestion»

De la Mitidja autogérée à la Mitidja livrée au terrorisme

Après l'occupation de la wilaya IV par les troupes de Boumediène, originaires pour l'essentiel de l'Est du pays, les résidents de la vallée ont vu apparaître et disparaître plusieurs modes d'organisation des terres vacantes, qui étaient devenues l'objet de luttes âpres entre les différentes forces sociales. En effet, le régime de Ben Bella avait opté dès le départ pour l'organisation «autogérée» des «biens vacants» abandonnés par les colons. Ainsi, les travailleurs permanents et saisonniers de la vallée étaient devenus autogestionnaires de fermes modernes qui étaient convoitées par les fermiers mitidjois de souche qui voulaient remplacer les colons. Ils avaient déjà entamé le processus de rachat avant l'effondrement de l'Etat colonial lorsque les transactions et les locations des terres étaient permises par la loi. Ces fermiers autochtones ont ressenti comme une humiliation le fait que les hafianine héritèrent des terres les plus fertiles d'Algérie. Car à leurs yeux, les prolétaires agricoles ne pouvaient que «recevoir des ordres». Ils étaient, selon eux, incapables de les exploiter parce que les anciens colons ne les ont utilisés que comme des instruments de travail.

Par conséquent, «l'autogestion» a permis aux anciens travailleurs saisonniers de ramener leurs familles et de les installer définitivement dans la Mitidja. En outre, plusieurs coopératives furent établies au profit d'anciens moudjahidine originaires de la wilaya I et de Souk Ahras. En 1966, le nombre des coopératives agricoles d'anciens moudjahidine (CAAM) installées dans la Mitidja s'élevait à 35 et celui des coopérateurs à 650 bénéficiaires. La superficie moyenne de chaque coopérative était de 123 ha. (47).

L'ANP a bénéficié également de plusieurs coopératives qu'elle a organisées au profit de

L'ANP a bénéficié également de plusieurs coopératives qu'elle a organisées au profit de l'institution militaire. Les terres agricoles nécessaires à la création de ces nouvelles unités ont été prélevées sur les domaines «autogérés» déjà existants : «En Mitidja, l'autogestion était solidement implantée : à maints égards, la plaine apparaît comme un «bastion» de l'autogestion... la naissance de ces nouvelles unités a créé une atmosphère assez tendue dans les domaines autogérés au cours de 1966.» (48)

D'innombrables soldats de l'ANP, qui ont constitué les bataillons de choc de Boumediène, furent progressivement libérés de l'armée et installés à divers postes dans la vallée. Pendant longtemps les chefs aussi bien que les troupes de la 1re région militaire étaient issus de l'Est algérien. Pour compliquer davantage les relations sociales entre les différentes couches de la population de la Mitidja, les hautes autorités militaires et administratives régionales ont procédé à des distributions de logements, de postes de travail, de fonds de commerce et plus tard de lots de terrain à bâtir aux derniers arrivants ou à des personnes «étrangères» à la région. Ces favoritisme, népotisme et clientélisme ont accentué les tensions et contradictions existantes. Ce qui a créé d'énormes problèmes d'intégration sociale des différents segments des habitants de la plaine : frustrations, malentendus, incompréhensions, voire haine se sont accumulés.

Les Mitidjois de souche, en plus de l'agriculture, se sont également spécialisés dans le commerce, les transports et l'artisanat moderne. Même durant la période d'autogestion, ils étaient devenus des gros intermédiaires entre les grands marchés urbains de l'Algérois et les domaines autogérés, opérant tout d'abord d'une manière occulte et ensuite à découvert à partir de la libéralisation des circuits de commercialisation du début des années 80, ces marchands transporteurs allaient jusqu'à Sidi Bel Abbès, Tlemcen et à l'Est chercher des produits agricoles à écouler. Ils ont ainsi accumulé d'énormes richesses, notamment durant la «décennie noire» (1979/1992). Leur nouvelle richesse a été investie dans la construction de grandes maisons avec d'immenses caves et de vastes cours. Menant des activités lucratives non identifiées, ils ont toujours échappé aux impôts. Par ailleurs, face à la demande en terrains à bâtir par de riches familles algéroises, ils ont cédé des parcelles à des prix faramineux, livrant ainsi la plus fertile plaine d'Algérie à la conquête du béton.

Plus grave encore, plusieurs walis et chefs de la première région militaire successifs ainsi que leurs collaborateurs ont soit pris eux-mêmes des terrains, des fermes, des commerces, soit introduit des «étrangers» dans la plaine en leur distribuant en priorité des logements, des terrains, des commerces ou des terres sous des prête-noms surtout durant le règne du colonel président et de ses collaborateurs prédateurs. Ce qui a généré beaucoup de ressentiment et de mécontentement parmi les populations mitidjoises. Cette situation a rendu la grande majorité des habitants de la plaine réceptifs à l'idéologie intégriste.

En outre, le démantèlement des CAPCS (coopératives agricoles polyvalentes de services), et l'autorisation accordée aux producteurs paysans des domaines de vendre leurs récoltes sur pied ont permis aux marchands intermédiaires transporteurs mitidjois de monopoliser le commerce des fruits et légumes. Les réformes économiques de Hamrouche et le «démocratisme» de la gestion des domaines au nom duquel l'Etat a laissé des ouvriers répartir entre eux les anciennes unités productives ont provoqué l'éparpillement des facteurs et des moyens de production. Pis encore, les «réformateurs» ont mis les nouveaux propriétaires et les banques face à face. Ces dernières ne se souciaient plus que de fructifier leurs capitaux. Le désengagement de l'Etat a libéré les banques de toute obligation vis-à-vis des producteurs directs ne traitant avec ces derniers que sur la seule base de leur solvabilité. Très vite, les nouveaux fermiers se sont retrouvés endettés. Non seulement les banques refusaient de leur accorder de nouveaux crédits, mais exigeaient d'être remboursées. Incapables de faire face à la situation, les producteurs ont cédé leurs terres en location à des intermédiaires mitidjois de souche ou à d'autres affairistes intéressés par l'agriculture et vendu leurs moyens de production. Ils ont fini comme durant la période coloniale par vendre leur force de travail aux nouveaux exploitants des terres.

La position sociale de ces marchands intermédiaires, leur hostilité à «l'autogestion» ouvrière durant les années 1962/1979 ont fini par les pousser dans les bras des islamistes. Car ils ont développé d'énormes rancunes contre l'Etat, considéré comme un corps étranger à l'instar des immigrés successifs qui se sont installés dans la plaine depuis le siècle dernier. Pendant les grands bouleversements consécutifs analysés supra, d'autres catégories de gens ont été attirées sous une forme ou sous une autre dans «le triangle de la mort» venant de tous les coins du pays à la recherche de travail et de logement, ce qui explique l'émergence désordonnée de

pays à la recherche de travail et de logement, ce qui explique l'émergence débridée de bourgades urbanisées au détriment des terres cultivables.

Ainsi, dans «le triangle de la mort» comme partout ailleurs dans le pays, la désintégration sociale, l'injustice, l'arbitraire, le népotisme, le favoritisme, l'affairisme rapace, la corruption, le passe-droit, le clientélisme... pratiqués par les responsables des institutions de l'Etat du sommet au bas de la pyramide ont fini par faire le lit de l'intégrisme. C'est tout cela qui a contribué à transformer selon l'expression de C. Chaulet «la Mitidja autogérée» en une «Mitidja terrorisée».

Références citées

40• Ibid, p.49

41• Ibid «plusieurs colons furent tués, menacés ou volés pendant cette période» (Chaulet)

42• Le FLN/ALN, le Programme de Tripoli, adopté à l'unanimité par le CNRA en juin 1962

43• Rapporté par un ouvrier à C. Chaulet, Op cit, p. 52

44• Ibid, p. 53

45• Cité par M. Bennoune in La Pertinence de la démarche boudiafienn... El Watan du 29 juin au 06 juillet 1996

46• Voir A. Redjala, l'Opposition en Algérie depuis 1962, L'Harmattan, Paris 1988, p.25

47• Mutin, op cit, p. 249